

Bhagavan, M.R. *The Energy Sector in SADCC Countries : Policies, Priorities and Options in the Context of the African Crisis*. Uppsala, The Scandinavian Institute of African Studies. Coll. « Research Report » no ;74, 1985, 41 p.

Martin E. Perron

Volume 17, numéro 3, 1986

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/702068ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/702068ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (imprimé)

1703-7891 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Perron, M. E. (1986). Compte rendu de [Bhagavan, M.R. *The Energy Sector in SADCC Countries : Policies, Priorities and Options in the Context of the African Crisis*. Uppsala, The Scandinavian Institute of African Studies. Coll. « Research Report » no ;74, 1985, 41 p.] *Études internationales*, 17(3), 704–706.
<https://doi.org/10.7202/702068ar>

papale fut la plus évidente. Les portraits qu'elle brosse des six papes de la Renaissance illustrent à quel point la folie était répandue au sein de la papauté. Elle montre comment ces papes firent tomber le discrédit sur le Saint Siège, brisèrent l'unité de la chrétienté et provoquèrent la sécession protestante. Tous ces événements coïncidèrent avec l'épanouissement de la Renaissance. Le Vatican de la Renaissance était rempli de tous ces délices fétides qu'Hollywood et des siècles de romanciers ont exploité dans leurs intrigues: des jeunes filles nues dansant au cours des banquets pontificaux, des princes de l'Église sournois, des morts opportunes, suspects, des archevêques de huit ans, au moment même où Michelangelo, Raphaël et d'autres artistes étaient occupés à créer des chefs-d'oeuvre célébrés bien après qu'aient été oubliés les noms des papes qui les avaient commandés.

Tuchman fait ensuite un bond dans le temps pour parler des événements dramatiques survenus au cours des quinze années du gouvernement britannique avec George III à la barre. Elle raconte de quelle façon les Britanniques perdirent le contrôle des treize colonies en compromettant stupidement et à plusieurs reprises leurs relations avec les habitants de la région. Ceci se passait avant, pendant et après la révolution américaine. Si la section consacrée à la Renaissance est plus croustillante, le point culminant de l'ouvrage, sur le plan intellectuel, se trouve dans la longue section sur les querelles parlementaires qui ont précédées et accompagnées la rébellion des colonies britanniques américaines. Edmund Burke fut un brillant défenseur des droits politiques américains au parlement anglais, William Pitt père en fut un moins convaincant. Des hommes comme Wilkes et Barré – dont les noms seront plus tard honorablement liés dans une ville de Pennsylvanie – firent entendre leurs voix dans l'opposition à la politique gouvernementale, mais une succession ininterrompue de ministres imposèrent taxe sur taxe aux colonies, sans jamais réaliser que le cri « taxation sans représentation est tyrannie » était plus qu'un slogan piquant dénué de substance et de signification.

Enfin, Tuchman fait la chronique des trente ans d'engagement américain au Vietnam, de l'endossement à contrecœur de la domination française en Indochine par le président Franklin Delano Roosevelt à la difficile et humiliante échappatoire finale. C'est dans la dernière section de *The March of Folly*, lorsque l'auteure se penche sur le Vietnam albatros des États-Unis, que son livre devient plus qu'un divertissement intellectuel. L'expérience américaine au Vietnam fut un épisode particulièrement tragique, notamment parce qu'il y eut un si grand nombre d'occasions manquées où la sottise démontrée à l'endroit du Vietnam aurait pu être évitée.

Les philosophes de l'histoire se plaisent à rappeler que ceux qui oublient le passé sont condamnés à le répéter. Gertrude Stein a exprimé cette pensée de façon un peu différente: « Laissez-moi vous dire ce que l'histoire enseigne. L'histoire enseigne ». Je crois que Barbara Tuchman serait entièrement d'accord avec Gertrude Stein. L'histoire enseigne. Mais comme le montre cet ouvrage remarquable et très riche, nous fûmes de bien piètres élèves. (*Traduit de l'anglais*).

André G. KUCZEWSKI

Administration and Policy Studies
McGill University, Montréal

AFRIQUE

BHAGAVAN, M.R. *The Energy Sector in SADC Countries: Policies, Priorities and Options in the Context of the African Crisis*. Uppsala, The Scandinavian Institute of African Studies, Coll. "Research Report" n° 74, 1985, 41 p.

En avril 1980, neuf États africains de l'Afrique méridionale fondèrent la « SADCC », The Southern African Development Coordination Conference, un organisme qui serait chargé d'un vaste programme d'action dans neuf secteurs d'activité socio-économique dont le secteur énergétique. Ces neufs États

d'Afrique – Angola, Botswana, Lesotho, Malawi, Mozambique, Swaziland, Tanzanie, Zambia et Zimbabwe – en vinrent à la conclusion qu'ils étaient devenus trop dépendants de la République de l'Afrique du Sud pour leurs développements socio-économiques et qu'il fallait prendre des mesures pour réduire cette dépendance. De là l'idée de fonder une « conférence » qui serait chargée de concerter les efforts en vue d'une action commune.

Bhagavan, dans son rapport de recherche, passe en revue la situation énergétique dans ces neuf pays de la conférence ainsi que les politiques énergétiques qui furent mises de l'avant par la conférence.

En 1980 la population de ces pays se chiffrait à environ 58 millions avec un revenu *per capita* de \$380 dollars (dollar américain). Et la consommation d'énergie *per capita* était d'environ 850 kilogrammes (en unité de charbons). Environ 21 % de cette demande était pour les formes d'énergie moderne, nommément l'électricité, les produits pétroliers et le charbon. Le reste de la demande (environ 79 %) était plutôt pour les formes d'énergies traditionnelles, comme le bois et les résidus animaux.

Dans une perspective de long-terme avec une croissance escomptée d'environ 6 % de la population urbaine et d'environ 3 % pour la population rurale, les planificateurs de la conférence ont prévu que les besoins en énergie augmenteront d'environ 3 % par année avec une croissance plus rapide de la demande pour les formes d'énergie moderne.

Pour satisfaire cette demande croissante la région dispose d'un pays produisant des huiles brutes, l'Angola. La production de ce pays excède largement les besoins présents et prévisibles des pays membres. De plus l'Angola produit suffisamment de produits pétroliers pour satisfaire à la demande des pays membres. Et quant aux autres sources d'énergie comme le charbon, l'électricité, ils sont aussi très abondants dans la région.

En somme la région dispose d'une base énergétique suffisamment importante pour rencontrer les besoins présents à long terme.

Donc, en principe, avec une coopération bien rodée entre pays membres, le secteur énergétique pourrait être un moteur important de croissance économique pour la région.

C'est ce que Bhagavan nous démontre dans la seconde partie de son rapport. Il poursuit dans la troisième partie en nous montrant cependant que beaucoup de problèmes restent à résoudre si on veut arriver à l'auto-suffisance dans la région. Car même si l'offre et la demande énergétique au niveau de l'ensemble de la région tendent vers l'équilibre, il n'en demeure pas moins que des problèmes de distribution et d'allocation et de substitution d'énergie sont omniprésents. Comment, en effet, arriver à substituer des formes d'énergie devenues plus dispendieuses par des formes d'énergie moins coûteuses sans trop de distorsions et de pressions sur les budgets ? De plus, comment transporter les énergies d'un pays à un autre à des coûts raisonnables ? Ce sont quelques-uns des problèmes auxquels doivent faire face les pays membres, tout particulièrement les pays consommateurs.

Il en résulte que la gestion de l'offre et de la demande au niveau de la région s'avère beaucoup plus difficile que prévu dans le plan original. Et un problème typique des pays sous-développés refait surface : le manque de capitaux et d'investisseurs locaux pour mettre de l'avant les nombreux projets. Les gouvernements peuvent utiliser les entreprises d'État mais c'est très loin des besoins. On estime que plus de 85 % des besoins en investissement devront venir de l'étranger. Ce qui n'est pas une mince tâche à accomplir, on le comprendra facilement.

Un autre aspect important de la situation énergétique et que plus de 70 % de la population utilise surtout le bois comme source d'énergie. Et ce sont surtout des gens pauvres. On se retrouve encore dans un autre cercle vicieux de la pauvreté absolue. Comment ces populations peuvent-elles s'éloigner d'une ressource périssable vers des ressources renouvelables si leur niveau de vie est trop bas pour faire cette substitution ?

Bhagavan ne fait pas d'étude proprement dite de l'efficacité de ces politiques énergéti-

ques. C'est le chapitre manquant à ce rapport. Car quand on lit ce rapport, naît en nous la forte impression que les pays du SADCC sont en train de répéter quelques-unes des erreurs de certains pays industriels dans ce domaine. La recherche de l'auto-suffisance et d'un prix *home-made*, par exemple, se sont avérés des politiques désastreuses dans les pays industriels.

En conclusion, ce rapport est dense en information et comme beaucoup d'autres rapports de cette collection, il constitue une autre source précieuse de renseignements sur l'Afrique.

Martin E. PERRON

*Conseil de la radiodiffusion et
des télécommunications canadiennes
Ottawa, Canada*

CHAIGNEAU, Pascal. *La politique militaire de la France en Afrique*. Paris, Éditions du Centre des Hautes Études sur l'Afrique et l'Asie Modernes, 1984, 149 p.

L'ouvrage de M. Chaigneau est une bonne étude, sérieusement documentée, des relations militaires franco-africaines. C'est volontairement que j'utilise ce terme « relations » car, malgré le talent de l'auteur, je n'arrive pas à être convaincu qu'il s'agisse bien d'une politique (choisir et agir); j'y vois plutôt une succession d'attitudes (subir et réagir).

Cependant, la lecture de ce livre, l'étude de l'évolution des relations inter-étatiques des divers traités, la description des moyens, me semblent mettre en évidence la co-existence, pas toujours heureuse, de deux conceptions: l'une tournée vers le passé et qu'on pourrait appeler « néo-impériale »; l'autre vers l'avenir et qui est géostratégique.

La première, appelons-la si le terme néo-impériale choque protectrice ou de clientèle, au sens de ce mot dans le droit romain, est une sorte de succédané de la politique coloniale. L'indépendance a été octroyée, mais un des aspects majeurs de la souveraineté, la défense contre les dangers extérieurs et inté-

rieurs, reste en grande partie entre les mains de l'ex-métropole. M. Chaigneau mentionne, p. 28, une définition par Le Colonel Jacquemin, du rôle de l'Ambassadeur de France au début des indépendances, en tant que « remplaçant des gouverneurs, chefs de territoire et hauts commissaires de l'époque coloniale ». Certes, assez rapidement, les diverses renégociations des accords vont aboutir à des rapports plus respectueux des droits des États africains; mais ces droits sont encore parfois singulièrement restreints; un exemple, p. 54: l'utilisation de Dakar par les Anglais, lors du conflit des Falkland, sur autorisation... du gouvernement français.

Actuellement la présence militaire française en Afrique a deux objectifs: assistance technique et accords de défense (externe et interne) et deux moyens: présence (bases) et action (interventions). Si certains États se sont dégagés de la protection française, comme la Mauritanie et Madagascar, d'autres, et non des moindres, comme le Zaïre, ont recherché et obtenu cette protection; ce qui donne, parfois, l'impression d'assister à une redistribution des zones d'influence de la Conférence de Berlin de 1885.

La deuxième conception, géostratégique, veut que la France ait un rôle d'échelon avancé de l'Occident en Afrique. Mais doit-elle continuer à jouer seule ce rôle? après les effacements, forcés, de la Belgique et du Portugal et celui, volontaire, du Royaume-Uni, la charge peut sembler trop forte pour un seul État. Et, si la menace soviétique est correctement évaluée, l'Afrique, dans le cadre d'une « World island strategy » (p. 49) devrait s'appuyer, non sur un seul État, mais sur l'Europe de l'Ouest, soit grâce à des structures déjà existantes: OTAN, CEE, UEO, soit par une organisation nouvelle.

J'ai écrit « si la menace soviétique est correctement évaluée! Car, à mon sens, rien ne prouve vraiment que l'URSS soit intéressée par tout le continent. Si l'on trace une ligne Le Caire-Pointe Noire, la partie nord-ouest correspond essentiellement à la zone d'influence française et la politique soviétique semble en tenir compte en n'intervenant, tous comptes faits, que relativement peu; certes, il